

# VILLE DE ROANNE

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du jeudi 15 septembre 2022

MONSIEUR LE MAIRE CERTIFIE :

N°2

### ADMINISTRATION MUNICIPALE

- Fourrière automobile
- Délégation de service public
- Choix du délégataire
- Approbation

1. *que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi ;*
2. *que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance était de 39 sur lesquels il y avait 36 membres présents lors de la présente délibération, à savoir :*

M. Yves NICOLIN, Mme Clotilde ROBIN, M. Lucien MURZI, M. Jean-Jacques BANCHET, Mme Corinne TRONCY, M. Fabien LAMBERT, Mme Catherine DUFOSSÉ, M. Gilles PASSOT, Mme Fanny FESNOUX, M. Pascal LASSAIGNE, Mme Marie-Laure DANA BURNICHON, M. Edmond BOURGEON, Mme Hélène LAPALUS, M. Guy SERGENTON, Mme Maryvonne LOUGHRAIEB, Mme Catherine BRUN, M. Christian DORANGE, Mme Valérie PROST MALLET, Mme Virginie BERNIER, M. Guillaume BRASSEUR MINARD, Mme Adina LUPU BRATILOVEANU, Mme Jade PETIT, M. Mahdi NOUIBAT, Mme Vanessa BARBANT, Mme Vickie REDEUILH, M. Yohan RIVOLLIÉ, M. Romain BOST, M. Quentin GUILLERMIN, M. Alexandre GRANGE, Mme Sabine VERMOREL, Mme Christine CHEVILLARD, M. Bernard GERBOT, M. Franck BEYSSON, M. Denis VANHECKE, Mme Brigitte DUMOULIN, M. Andrea IACOVELLA

*Secrétaire élu(e) pour la durée de la session :* M. Pascal LASSAIGNE

A l'ouverture de la séance, Monsieur le Président a déposé sur le bureau de l'assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les conseillers municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

*Absents ayant donné mandat :*

Mme Sophie ROTKOPF à Mme Clotilde ROBIN, M. Christophe PION à M. Andrea IACOVELLA, Mme Marie-Hélène RIAMON à Mme Brigitte DUMOULIN

*Absents sans mandat :*

M. Edmond BOURGEON, Adjoint, soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

Par délibération en date du 9 juin 2022, le Conseil Municipal a approuvé le principe du recours à la Délégation de Service Public comme mode de gestion de la fourrière automobile, dans le cadre de la poursuite de ce service municipal.

Un avis d'appel public à la concurrence a été lancé le 10 juin 2022 et les plis étaient à remettre pour le 1<sup>er</sup> juillet 2022 à 12 heures.

Au terme de cette mise en concurrence, un pli a été déposé :

- S.A.S. LAFAY 42120 Le Coteau – 31, boulevard Charles de Gaulle

La Commission de Délégation s'est réunie le 7 juillet 2022 et, après analyse, a décidé d'émettre un avis favorable pour retenir cette société comme délégataire de service public de la fourrière automobile.

Le procès-verbal de cette commission est joint à la présente délibération ainsi que les motifs du choix de la candidate, l'économie générale du contrat et le projet de contrat à intervenir.

En application des dispositions de l'article L.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, il appartient maintenant au Conseil Municipal de se prononcer sur le choix du délégataire et le contrat de délégation.

Il est rappelé que ce projet de délibération ainsi que l'ensemble des documents s'y rapportant ont déjà été transmis à chaque membre du Conseil Municipal le 13 juillet dernier, dans le respect des délais spécifiques aux procédures de Délégation de Service Public prévus par l'article L.1411-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.

C'est la raison pour laquelle il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- examiner et approuver le choix de la S.A.S. LAFAY en qualité de Délégataire du Service Public de la fourrière automobile sur le territoire de la Ville de Roanne ;
- examiner et approuver le contrat de délégation à intervenir à cet effet ;
- autoriser Monsieur le Maire à signer le contrat à intervenir avec cette société ;
- dire que les dépenses et recettes seront imputées sur les budgets des exercices concernés.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

ADOpte A L'UNANIMITE

ROANNE, le 19 SEPT 2022

Le Secrétaire de séance,

**Pascal LASSAIGNE**

Le Maire,

**Yves NICOLIN**  
Président de Roannais Agglomération





## **DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DE LA FOURRIERE AUTOMOBILE**

### **CAHIER DES CHARGES VALANT CONTRAT DE CONCESSION**

#### **AUTORITE DELEGANTE**

**VILLE DE ROANNE  
Place de l'hôtel de Ville  
BP 90512  
42328 ROANNE Cédex**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220915-15SEPTN2-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/09/2022

Affichage : 19/09/2022

Le présent cahier des charges doit permettre aux entreprises, qui bénéficient d'un agrément préfectoral, de faire à la Ville de Roanne des propositions s'agissant de la prise en charge de la fourrière automobile sur son territoire dans le cadre juridique d'une délégation de service public.

## **I – OBJET DU CONTRAT A INTERVENIR ET INDICATIONS GENERALES :**

### **Article 1<sup>er</sup> - OBJET :**

Le présent contrat a pour objet de déterminer les obligations réciproques des parties dans le fonctionnement du service d'enlèvement, de transport, de garde et éventuellement d'aliénation ou de destruction des véhicules terrestres abandonnés ou en infraction sur le territoire de la Ville de Roanne.

La procédure des contrats de concession définie aux articles L.1120-1 et L.1121-3 du Code de la Commande Publique est soumise aux dispositions de l'article L.3100-1 du même code, conformément aux articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

La fourrière pour automobiles est destinée à recevoir les véhicules dans les cas d'infractions énumérées par le code de la route sur l'ensemble du territoire communal.

Dans le cadre de cette délégation de service public, le délégataire a pour mission, au sein d'une fourrière automobile créée par lui à cet effet :

- d'exécuter, sur demande des autorités compétentes, les décisions de mise en fourrière ;
- de procéder à l'enlèvement, au transfert, à la garde et à la remise ou restitution en l'état des véhicules en infraction, dans les délais et conditions prévus par la réglementation en vigueur et le présent contrat ;
- de tenir à jour, constamment le tableau de bord de gestion de fourrière ;
- de transmettre sans délai à l'autorité chargée de prononcer la mainlevée de mise en fourrière, tout certificat de véhicule mis en fourrière et confié à sa garde ;
- de communiquer à la collectivité délégante dont relève la fourrière et à Madame la Préfète du département toutes les informations utiles, notamment statistiques, ainsi qu'un bilan annuel de ses activités ;
- d'informer la collectivité délégante dont relève la fourrière et Madame la Préfète du département de tout fait susceptible de remettre en cause son agrément (cessation d'activité par exemple).

La présente délégation concerne les mises en fourrière, ainsi que les opérations préalables s'y rapportant, prescrites sur l'ensemble du territoire de la ville de Roanne.

Un véhicule peut être mis en fourrière :

- en cas d'entrave à la circulation ;
- pour stationnement irrégulier, gênant, abusif ou dangereux ;
- pour défaut de présentation de contrôle technique ou de non-exécution des réparations prescrites ;
- pour infraction à la protection des sites et paysages classés ;
- en cas de circulation dans les espaces naturels ;
- si l'infraction qui avait motivée l'immobilisation du véhicule n'a pas cessé dans les 48 heures suivant la prescription,



Dans les cas prévus au code de la route ou à la suite d'une immobilisation du véhicule, la mise en fourrière est prescrite dans les conditions prévues à l'article R.325-9 et au 2° de l'article R.325-11 dudit code :

- Soit par un officier de police judiciaire territorialement compétent, de la police nationale ou de la gendarmerie nationale ;
- Soit par un agent de police judiciaire adjoint, chef de la police municipale ou occupant ces fonctions, territorialement compétent, de sa propre initiative ou sur proposition de l'agent qui a verbalisé à la suite d'une infraction justificative de mise en fourrière.

Lorsque le véhicule a été volé, que son propriétaire n'a pas pu être identifié ou lorsqu'il est muni de fausses plaques d'immatriculation, sa mise en fourrière ne peut être prescrite que par un officier de police judiciaire de la police nationale ou de la gendarmerie nationale territorialement compétent, ou avec son accord préalable exprès.

En cas d'infraction aux règlements édictés pour la sauvegarde de l'esthétique des sites et des paysages classés, la fourrière peut également être prescrite par le Maire.

## **Article 2 - RESPECT DES PRINCIPES D'EGALITE, DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE**

### **2.1 - Rappel des obligations du titulaire**

Le présent marché confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public. Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire est tenu d'assurer l'égalité des usagers devant le service public et de veiller au respect des principes de laïcité et de neutralité du service public.

A ce titre, lorsqu'ils participent eux-mêmes à l'exécution du service public, le titulaire veille notamment à ce que ses salariés ou les personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction s'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses, traitent de manière égale toutes les personnes, et respectent leur liberté de conscience et leur dignité.

Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur les mesures qu'il met en œuvre afin d'informer les personnes susvisées de leurs obligations et de remédier aux éventuels manquements.

Lorsque le titulaire entend sous-traiter une partie de l'exécution du service public, il s'assure que les contrats de sous-traitance comportent des clauses rappelant les obligations précitées. Le titulaire communique au pouvoir adjudicateur chaque contrat de sous-traitance ayant pour effet de faire participer le sous-traitant à l'exécution du service public, en même temps que sa demande d'acceptation, sous peine de refus dudit sous-traitant.

### **2.2 – Modalités de contrôle et de sanction**

Le titulaire informe les usagers des modalités leur permettant de lui signaler tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire informe sans délai le pouvoir adjudicateur des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier. Le pouvoir adjudicateur peut exiger que les personnes responsables des manquements constatés soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220915-15SEPTN2-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/09/2022

Affichage : 19/09/2022



Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, le pouvoir adjudicateur le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit. Si la mise en demeure reste infructueuse, le pouvoir adjudicateur se réserve la faculté de résilier le présent marché pour faute du titulaire, le cas échéant à ses frais et risques.

### **Article 3 - OBLIGATIONS du DELEGATAIRE :**

#### **3-1 – Généralités :**

Il est rappelé que le présent contrat est une délégation de service public. Le délégataire, responsable du service, l'exploite à ses risques et périls.

A ce titre, le délégataire est notamment soumis à une obligation de continuité et doit donc assurer le service de fourrière automobile de Roanne de façon permanente, dans le respect des conditions fixées par le présent contrat.

Le délégataire est autorisé à percevoir auprès des propriétaires et conducteurs des véhicules mis en fourrière un prix fixé dans les conditions stipulées ci-après à l'article 5.

Le personnel du délégataire devra être en nombre suffisant et avoir toutes les qualifications nécessaires ; il devra être doté au besoin de téléphones portables afin d'être joint directement par les représentants de la Ville de Roanne.

Le délégataire devra respecter la réglementation régissant cette activité et plus particulièrement quant à la protection physique des véhicules à enlever.

Les véhicules dont la mise en fourrière aura été décidée seront enlevés, sur réquisition des services de police nationale ou municipale, par le délégataire et gardés sur un emplacement qu'il aura aménagé à cet effet. La mise en place de cet équipement relève du délégataire. La collectivité délégante n'en est pas propriétaire. Cet emplacement devra être clos et sous surveillance électronique.

Ces véhicules seront classés – par les soins de l'autorité dont dépend la fourrière et en application de l'article R.325-30 du Code de la Route – dans l'une des trois catégories suivantes :

- 1°) Véhicules pouvant être restitués en l'état à leur propriétaire ou conducteur ;
- 2°) Véhicules ne pouvant être restitués à leur propriétaire ou conducteur qu'après exécution des travaux reconnus indispensables, ou véhicules soumis aux obligations de visites techniques prévues aux articles R.323-1 à R.323-26 du code de la route ;
- 3°) Véhicules hors d'état de circuler dans des conditions normales de sécurité et dont la valeur marchande est inférieure à un montant fixé par l'arrêté du ministre de l'Intérieur et du ministre de l'Economie et des Finances en date du 12 avril 2001 (soit 765 € depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002) et devant être livrés à la destruction à l'expiration du délai d'abandon prévu à l'alinéa 4 de l'article L.325-7 du code de la route.

Le classement prévu dans les deuxième et troisième catégories à l'article R.325-30 du code de la route est décidé après avis d'un expert désigné par l'administration sur une liste établie par Madame la Préfète du département, sauf dans les cas de la gestion automatisée des classements par l'intermédiaire du système d'information nationale des fourrières pour automobiles (SI Fourrières).

#### **3-2 – Obligations :**

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220915-15SEPTN2-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/09/2022

Affichage : 19/09/2022



Au vu des considérations évoquées ci-dessus, le délégataire s'engagera :

- a) à enlever en vue de leur destruction, à la demande de la Ville de Roanne, ou de telle autorité publique qu'elle désignera, les véhicules que celle-ci lui aura désignés, quel que soit le lieu où ils se trouvent – voie publique (chaussée et dépendances), lieu de fourrière et même lieu privé dès lors que celui-ci est accessible sans difficulté majeure et quel que soit leur état ;
- b) à effectuer cet enlèvement dans le délai maximum de 15 jours à compter de la date de la demande d'enlèvement qu'il aura reçu pour les véhicules en stationnement abusif tels qu'ils sont définis à l'article R.417-12 du code de la route.
- c) à effectuer cet enlèvement, avec un délai d'intervention de 20 minutes pour les stationnements gênants ou dangereux au sens des articles R.417-9, R.417-10, R.417-11 du code de la route.

**d) à faire procéder à la destruction des véhicules :**

Le délégataire ne fera procéder à aucune destruction de véhicules, même non identifié, avant d'en avoir reçu préalablement l'ordre écrit de la Ville de Roanne.

Il adressera à l'autorité dont relève la fourrière, dès la destruction complète du véhicule et dans le délai maximum de deux mois à compter de la date de la demande, le certificat d'immatriculation revêtu de la mention « détruit » (suivie du cachet de l'entreprise et de la signature de son représentant) ou, s'il n'a pu entrer en possession de ce titre, une attestation certifiant cette impossibilité.

Le délégataire informera expressément par écrit la Ville de Roanne de la destruction du véhicule.

Le délégataire fera son affaire personnelle de ses relations avec son sous-traitant pour la destruction des véhicules, notamment sur le plan de la rémunération.

L'autorité dont relève la fourrière ne saurait connaître les litiges éventuels pouvant intervenir entre le délégataire et son sous-traitant.

- e) à la garde des véhicules qui n'auraient pas été destinés à la destruction par l'administration, et qui devront être conservés sur les lieux de stockage pour être :

1°) soit remis à leur propriétaire après paiement des frais d'enlèvement, de transport et de garde prévus à l'article 5-2 du présent cahier des charges et éventuellement après que les réparations visées à l'article 3-1 2° aient été effectuées et sur présentation d'une mainlevée délivrée par les services de police.

Les propriétaires des véhicules qui ont fait l'objet d'une mise en fourrière pourront les retirer au siège de l'entreprise pendant les plages horaires suivantes :

- du lundi au vendredi : de 8 h à 12 h et de 14 h à 18 h,
- le samedi : de 8 h à 12 h.

Toutefois, en dehors de ces plages horaires, et en cas d'urgence appréciée par les services de la police, le délégataire s'engagera à mettre en place un système d'astreinte qui permettra aux intéressés de récupérer leur véhicule à toute heure, de jour comme de nuit, du **lundi** au dimanche et jours fériés inclus.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220915-15SEPTN2-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/09/2022

Affichage : 19/09/2022





2°) soit, à l'expiration du délai légal, remis à l'administration des domaines, afin qu'il soit procédé à leur aliénation dans les conditions fixées par le décret 72-823 du 6 septembre 1972.

Il est par ailleurs précisé que l'autorité dont relève la fourrière ne peut s'opposer à la demande d'autorisation provisoire de sortie de fourrière présentée par le propriétaire d'un véhicule en vue exclusivement de faire procéder aux réparations ou travaux reconnus indispensables par l'expert. Il en va de même lorsque le propriétaire fait procéder à une contre-expertise, aux réparations remettant le véhicule en état de circuler dans les conditions normales de sécurité ainsi qu'au contrôle technique du véhicule dans un centre agréé.

Cette autorisation provisoire de sortie de fourrière qui tient lieu de pièce de circulation et qui est limitée au temps des parcours nécessaires et des opérations précitées, peut prescrire un itinéraire et des conditions particulières de sécurité.

Le réparateur doit remettre au propriétaire du véhicule une facture détaillée certifiant l'exécution des travaux prescrit en application du 2° du I de l'article R325-30 du code de la route.

L'autorité dont relève la fourrière informe l'autorité qualifiée pour prononcer la mainlevée de la délivrance de l'autorisation provisoire de sortie de fourrière, et de la durée de sa validité.

En ce qui concerne les véhicules volés retrouvés en fourrière, l'autorité dont relève la fourrière est tenue d'informer au préalable les services de police ou de gendarmerie compétents de son intention de délivrer une autorisation provisoire de sortie de fourrière.

f) devra disposer de trois camions (au minimum) pouvant charger et tracter chacun deux véhicules dont le poids total autorisé en charge de chaque véhicule est au moins égal à 3,5 t. De plus, l'un de ces camions devra avoir une hauteur limitée pour accéder aux parkings souterrains.

Chacun de ces camions devra être équipé de deux paires de chariots réglables pour le déplacement des véhicules à l'intérieur des parkings souterrains.

- devra disposer d'un véhicule 4 x 4 équipé d'une remorque pour l'enlèvement des véhicules en terrain instable.
- devra proposer au besoin de pouvoir retirer un véhicule dont le poids total en charge est supérieur à 3,5 tonnes.

Enfin, le délégataire devra être en capacité – lors de manifestations sportives ou culturelles d'envergure – de mobiliser et déployer l'ensemble des moyens évoqués supra, sur une période donnée. (exemple : lors de manifestations comme la foire froide ou des courses cyclistes).

### **3-3 – Visites et contrôles par la Ville de Roanne :**

La Ville de Roanne se réserve le droit de procéder, par ses représentants, à des visites du site de gardiennage des véhicules du délégataire ainsi qu'à contrôler tout document relatif à l'activité de fourrière automobile.

La ville de Roanne partage avec le délégataire les informations dans le cas de la gestion automatisée des classements des véhicules, par l'intermédiaire du système d'information nationale des fourrières pour automobiles (SI Fourrières).

### **3-4 – Pénalités pour retard d'intervention :**



En cas de retard dans son intervention, le délégataire se verra appliquer, sans mise en demeure préalable, les pénalités financières suivantes :

- 50 € par jour de retard pour les interventions prévues à l'article 3-2 b) du présent contrat ;
- 50 € par dizaine de minutes de retard pour les interventions prévues à l'article 3-2 c) du présent contrat.

### **3-5 – Mise en régie provisoire :**

En cas de non-exécution par le délégataire de l'une de ses obligations (non-enlèvement d'un véhicule, stockage des véhicules non effectué, etc...), la Ville de Roanne pourra prononcer la mise en régie provisoire aux frais et risques du délégataire après mise en demeure de ce dernier et si cette mise en demeure reste infructueuse à l'expiration d'un délai de quinze jours.

### **3-6 - Rapport annuel du délégataire :**

Le délégataire produira chaque année avant le 1<sup>er</sup> juin à l'autorité délégante un rapport comportant notamment les comptes retraçant les opérations afférentes à l'exécution de la délégation et une analyse de la qualité du service rendu.

Ce rapport sera assorti d'une annexe permettant à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

## **Article 4 – OBLIGATIONS DE LA VILLE DE ROANNE (DELEGANTE) :**

### **La Ville de Roanne s'engage :**

4-1 – à désigner et réserver au délégataire toutes opérations d'enlèvement ou de destruction de véhicules auxquelles elle entendra faire procéder dans les conditions prévues par les articles L.325-1 et suivants du Code de la Route, à moins que le propriétaire du véhicule n'ait demandé à le faire retirer de la fourrière par un réparateur de son choix conformément aux dispositions de l'article L.325-6 du code de la route ;

4-2 – à lui accorder le titre d'entreprise d'enlèvement des véhicules « agréée » par l'administration, conformément à l'article R.325-24 du code de la route.

4-3 – à classer le véhicule dans l'une des trois catégories mentionnées à l'article R.325-30 du code de la route. Ce classement interviendra après avis d'un expert sauf dans le cas du traitement informatisé par l'intermédiaire du système d'information nationale des fourrières pour automobiles (SI Fourrières).

Les véhicules abandonnés à la fourrière seront soit livrés à la destruction conformément à l'article L.325-7 du code de la route, soit remis au domaine conformément à l'article L.325-8 du code de la route. Ces décisions feront l'objet d'un procès-verbal.

## **Article 5 - DROITS DE L'ENTREPRISE CONTRACTANTE :**

5-1 – Nature de ces droits :



En préalable, il est bien précisé que la Ville de Roanne ne versera aucune participation ou compensation financière au délégataire en contrepartie de l'exécution du présent contrat.

En contrepartie de ces obligations, le délégataire pourra :

- réclamer aux propriétaires des véhicules mis sur la demande de l'autorité publique, en fourrière sur son parc fourrière, le paiement, conformément au tarif approuvé par l'autorité publique, des frais de transport et de garde en fourrière à la condition que le parc fourrière soit clôturé gardé jour et nuit ;
- les interventions réalisées à la demande de l'autorité dont relève la fourrière, notamment les translations de véhicules en cas d'intervention sur voirie seront facturées à la Ville de Roanne sur la base **d'un montant forfaitaire fixé à**

.....**29,00** € TTC

#### 5-2 – Tarifs des frais de transport en fourrière :

Pour chaque opération, le délégataire percevra des propriétaires des véhicules, les frais de l'enlèvement, des opérations préalables et les tarifs de garde conformément à l'article R.325-29 du Code de la Route.

Suivant le dernier texte en vigueur l'arrêté du 3 août 2020 modifiant l'arrêté interministériel du 14 novembre 2001, les tarifs sont les suivants :

| FRAIS FOURRIERE       | CATEGORIES<br>de<br>VEHICULES                    | MONTANT<br>(en euros) |
|-----------------------|--------------------------------------------------|-----------------------|
| Enlèvement            | Véhicules PL 44 T ≥ PTAC ≥ 19 T                  | 274,40                |
|                       | Véhicules PL 19 T ≥ PTAC ≥ 7,5 T                 | 213,40                |
|                       | Véhicules PL 7,5 t ≥ PTAC ≥ 3,5 t                | 122,00                |
|                       | Voitures particulières                           | 121,27                |
|                       | Autres véhicules immatriculés<br>et cyclomoteurs | 45,70                 |
| Garde journalière     | Véhicules PL 44 T ≥ PTAC ≥ 19 T                  | 9,20                  |
|                       | Véhicules PL 19 T ≥ PTAC ≥ 7,5 T                 | 9,20                  |
|                       | Véhicules PL 7,5 t ≥ PTAC ≥ 3,5 t                | 9,20                  |
|                       | Voitures particulières                           | 6,42                  |
|                       | Autres véhicules immatriculés<br>et cyclomoteurs | 3,00                  |
| Opérations préalables | Véhicules PL 7,5 t ≥ PTAC ≥ 3,5 t                | 22,90                 |
|                       | Voitures particulières                           | 15,20                 |
|                       | Autres véhicules immatriculés<br>et cyclomoteurs | 7,60                  |
| Frais d'expertise     | Véhicules PL 44 T ≥ PTAC ≥ 19 T                  | 91,50                 |
|                       | Véhicules PL 19 T ≥ PTAC ≥ 7,5 T                 | 91,50                 |
|                       | Véhicules PL 7,5 t ≥ PTAC ≥ 3,5 t                | 91,50                 |
|                       | Voitures particulières                           | 61,00                 |
|                       | Autres véhicules immatriculés<br>et cyclomoteurs | 30,50                 |

Il est précisé :

- que la perception des frais d'enlèvement exclut celle des frais d'opérations préalables ;
- que les frais de garde sont exigibles à compter du jour d'enlèvement jusqu'à la date de restitution, d'aliénation ou de remise pour destruction du véhicule mis en fourrière, inclusivement ;
- que les frais de fourrière ne sont pas dus par le propriétaire du véhicule mis en fourrière dans le cas prévu à l'article R.325-27 du Code de la Route (lorsque le Procureur de la République ordonne que soit ordonnée la mainlevée de la mise en fourrière) ;
- que ces tarifs feront l'objet d'une révision automatique dès qu'un nouvel arrêté interministériel interviendra pour les modifier.

### 5-3 – Tarification particulière pour les véhicules à caractéristiques spécifiques :

- **le candidat devra proposer** pour les véhicules à caractéristiques spécifiques dont le tonnage est compris entre 7 et 44 tonnes une tarification incluant tous les frais propres à chaque prestation concernée en fonction de la situation (véhicules chargé, panne, clefs, etc...).

Cette tarification devra tenir compte du coût lié au gardiennage.

|                                                                                     |                        |
|-------------------------------------------------------------------------------------|------------------------|
| Enlèvement avec dépanneuse<br>(Application des tarifs de l'Arrêté Interministériel) | .....220,00..... € TTC |
| KM Aller et Retour                                                                  | .....7,00..... € TTC   |
| Treuilage ou Levage (si besoin)                                                     | .....615,00..... € TTC |
| Main d'œuvre                                                                        | .....198,00..... € TTC |

- Les interventions réalisées sur voirie, pour les véhicules jusqu'à 3 tonnes 5, dont le propriétaire est inconnu, introuvable ou insolvable seraient facturées à la Ville de Roanne sur la base d'un montant forfaitaire fixé à .....84,00..... € TTC.

- Les interventions réalisées sur voirie, pour les véhicules supérieurs à 3 tonnes 5, dont le propriétaire est inconnu, introuvable ou insolvable - seraient facturées à la Ville de Roanne sur la base d'un montant forfaitaire fixé à .....1200,00..... € TTC.

~~Aucun frais de gardiennage ne pourra être facturé au délégataire pour les véhicules dont le propriétaire est inconnu, introuvable ou insolvable quel que soit la durée de garde impactée par la gestion des procédures en vigueur.~~

### 5-4 – Tenue obligatoire d'un « tableau de bord » :

Le délégataire devra impérativement tenir à jour en permanence un « tableau de bord » des activités de sa fourrière conformément à la réglementation et le conserver dans ses locaux.

*CP*

Il devra tenir à disposition des services de Madame la Préfète du département de la Loire les informations portant sur le déroulement de la procédure de mise en fourrière des véhicules qui lui sont confiés.

#### 5-5 – Divers :

Comme indiqué ci-dessus, aucune indemnité ne pourra être réclamée au délégant à quelque titre que ce soit.

#### Article 6 – FOURRIERE JUDICIAIRE

Conformément aux instructions de Monsieur le Procureur de la République de Roanne en date du 14 janvier 2014, le service des fourrières judiciaires sera assuré conjointement par la Police Municipale de Roanne et le Commissariat de Police de Roanne.

A ce titre, aucune indemnité ne pourra être réclamée au délégant, à quelques titres que ce soit sur les dossiers traités.

#### Article 7 - DUREE DU CONTRAT

Ce contrat est conclu pour une durée de CINQ ANS à compter du 13 octobre 2022.

S'agissant d'une délégation de service public, aucune prolongation ne pourra intervenir hormis les cas spécifiques prévus par la loi (article L.1411-2 du code général des collectivités territoriales).

#### Article 8 – RESPONSABILITE

Dans tous les cas, le délégataire s'engage à garantir la Ville de Roanne contre toute réclamation qui serait élevée par un propriétaire du fait de la perte ou de l'endommagement des véhicules enlevés.

Il fait son affaire personnelle :

- de toutes les obligations mises à sa charge par les lois ou règlements applicables à ses activités ;
- de ses droits de propriété ou de jouissance sur les terrains, immeubles ou matériels nécessaires à son activité.

#### Article 9 – ASSURANCES

Le délégataire contractera toutes les assurances nécessaires couvrant la totalité des risques encourus et en particulier le vol, l'incendie, les accidents, les dégâts occasionnels, de manière à relever la Ville de Roanne en cas de réclamations ou de poursuites intentées contre lui par les propriétaires ou détenteurs de véhicule à la suite d'un préjudice subi en conséquence du transport ou du gardiennage du véhicule en fourrière.

#### Article 10 – ENTRETIEN DES LOCAUX / PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

Tous les ouvrages, équipements, installations et matériels relatifs à la délégation devront être entretenus par les soins du délégataire et à ses frais.



Un contrôle périodique sera effectué par la Ville. Une attention particulière sera portée aux incidences de l'activité sur l'environnement et notamment au traitement et stockage des épaves :

- une vidange systématique sera faite de tous les réservoirs susceptibles de souiller le sol,
- Les batteries seront déposées et entreposées dans un lieu aménagé de protections adéquates.

Les véhicules électriques feront l'objet d'un traitement particulier dans le cadre de leur processus de destruction.

#### **Article 11 – INCESSIBILITE :**

Il est rappelé que, s'agissant d'une délégation de service public, celle-ci est par définition incessible, sauf autorisation préalable du délégataire.

De plus, la mission relative à la fourrière automobile ne pourra pas être globalement sous-traitée.

#### **Article 12 – RESILIATION DU CONTRAT :**

La Ville de Roanne pourra résilier le contrat de plein droit pour faute dans les cas suivants :

- si le délégataire interrompt son service pendant huit jours consécutifs et après mise en demeure restée sans effet au terme d'un délai de 15 jours,
- s'il ne se conformait pas aux conditions d'exploitation et après mise en demeure restée sans effet au terme d'un délai de 15 jours.
- s'il ne devait plus disposer de l'agrément préfectoral en cours de contrat et après mise en demeure de cesser toute activité au terme d'un délai de 15 jours.

La résiliation pour faute du délégataire par la Ville de Roanne ne fera l'objet d'aucune indemnisation de sa part.

La Ville pourra également résilier le contrat à tout moment pour motif d'intérêt général moyennant le versement d'indemnités compensatrices au délégataire à définir entre les parties.

#### **Article 13 – FRAIS**

Tous les frais et contributions de toute nature qui découleraient de l'exécution du contrat à intervenir seront à la charge du délégataire retenu.

Le propriétaire du véhicule est tenu de rembourser au délégataire, gardien de la fourrière, sur présentation d'une facture détaillée :

- lorsque la prescription de mise en fourrière a reçu commencement d'exécution défini par l'article R325-12 du code de la route, les frais d'enlèvement, et, le cas échéant, les frais de garde en fourrière, d'expertise et de vente ou de destruction du véhicule ;

- lorsque la prescription de mise en fourrière n'a pas reçu le commencement d'exécution, les frais relatifs aux opérations préalables de mise en fourrière, à condition que le véhicule se soit rendu sur les lieux ;



La perception des frais d'enlèvement exclut celle des frais d'opérations préalables.

Les frais de garde sont exigibles à partir du jour d'enlèvement jusqu'à la date de restitution, d'aliénation, ou de remise pour destruction du véhicules mis en fourrière.

**Article 14 – REGLEMENT DES LITIGES**

A défaut d'une solution amiable réglant tout différend ou désaccord, contestation ou divergence pouvant intervenir au sujet de l'application de l'une des dispositions du présent contrat de concession, les litiges peuvent être soumis au Tribunal Administratif de Lyon.

A Roanne, le 28 Juin 2022

Signature et cachet de l'entreprise

Le Maire,

**LAFAY**  
Concessionnaire RENAULT  
31, Bd Charles de Gaulle - 42000 LE COUDREAU  
Tél. 04 77 44 47 00 (lignes groupées)  
Fax 04 77 44 47 13  
SAS au capital de 2 790 251 € - RC Roanne 337 136 742

PRÉFECTURE DE LA LOIRE

DIRECTION DE LA RÉGLEMENTATION  
ET DES LIBERTÉS PUBLIQUES

Saint-Etienne, le

BUREAU DE LA CIRCULATION  
ET DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRES

Affaire suivie par : J. CROUZET / AR

Tél. : 04.77.48.47.73  
fourrière/arreté

**Le Préfet de la Loire**

Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le Code de la Route,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU la loi n° 70-1301 du 31 décembre 1970 relative à la mise en fourrière, à l'aliénation et à la destruction des véhicules terrestres,

VU la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée, relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,

VU la loi n° 76-663 du 19 juillet 1976 modifiée, relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,

VU la loi n° 91-2 du 3 janvier 1991 relative à la circulation des véhicules terrestres dans les espaces naturels et portant modification du code des communes,

VU le décret n° 72-823 du 6 septembre 1972 fixant les conditions de remise au service des domaines des véhicules non retirés de fourrières par leurs propriétaires,

VU le décret n° 72-824 du 6 septembre 1972 pris pour l'application de l'article 3 de la loi n° 70-1301 du 31 décembre 1970,

VU le décret n° 96-476 du 23 mai 1996 modifiant le code de la route et relatif à l'immobilisation, à la mise en fourrière et à la destruction des véhicules terrestres,

VU l'arrêté Ministériel du 3 septembre 1996 fixant la valeur marchande en dessous de laquelle les véhicules mis en fourrière, réputés abandonnés et déclarés par expert hors d'état de circuler dans des conditions normales de sécurité, seront livrés à la destruction,

VU l'arrêté Ministériel du 19 août 1996 fixant les tarifs maxima des frais de fourrière automobile,

**COPIE CERTIFIÉE  
CONFORME À  
L'ORIGINAL**

12/04/2006  
COPIE CERTIFIÉE  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE  
Liberté - Égalité - Fraternité

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220915-15SEPTN2-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/09/2022

Affichage : 19/09/2022



VU la demande présentée par M. Pascal MEIGNAN, candidat à un agrément de gardien de fourrière,

VU l'avis de la Commission Départementale de la Sécurité Routière, réunie en séance plénière le 15 septembre 1998,

VU les avis émis par les services chargés d'assurer le contrôle des installations,

**SUR PROPOSITION** de M. le Secrétaire Général de la Préfecture de la Loire,

## **ARRETE**

**Article 1 :** La S.A. "LAFAY" dont le siège social est situé 31 bd Charles de Gaulle au COTEAU, représentée par M. Pascal MEIGNAN, est agréée pour exercer les fonctions de gardien de fourrière.

**Article 2 :** M. Pascal MEIGNAN, est chargé d'enlever, de garder, puis de restituer en l'état, les véhicules mis en fourrière qui lui ont été confiés.

Il devra tenir à jour en permanence "un tableau de bord" des activités de sa fourrière et le conserver dans ses locaux.

Il devra me transmettre les informations portant sur le déroulement de la procédure de mise en fourrière des véhicules qui lui sont confiés. Ces obligations sont détaillées dans le document annexé au présent arrêté.

**Article 3 :** L'agrément est donné à titre personnel à l'exploitant du fonds de commerce. Il est non cessible.

Il est accordé pour une période d'un an et renouvelable par tacite reconduction.

La Préfecture doit être informée de toute modification d'un des éléments du dossier initial d'agrément (structure juridique de l'entreprise, dirigeant, moyens matériels et techniques...).

En cas de cession de fonds de commerce par vente ou mise en gérance notamment, l'agrément cesse d'exister de plein droit à la date de la mutation ou cession définitive.

**Article 4 :** Pour pouvoir exercer cette activité, le gardien de fourrière devra avoir signé un contrat avec l'autorité dont relève la fourrière. Le contrat de fonctionnement d'une fourrière est un marché public de prestations de services.

**Article 5 :** En cas de manquement aux obligations prévues par les textes susvisés, le gardien de fourrière pourra -après la procédure contradictoire- se voir infliger un avertissement ou une suspension temporaire de son agrément. En cas de manquements graves ou répétés, l'agrément pourra être retiré définitivement.

COPIE CERTIFIÉE  
CONFORME À  
L'ORIGINAL

12/04/2006

Pascal Meignan

[Signature]

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220915-15SEPTN2-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/09/2022

Affichage : 19/09/2022



*Extrait Kbis*

**EXTRAIT D'IMMATRICULATION PRINCIPALE AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES**  
à jour au 29 mars 2022

**IDENTIFICATION DE LA PERSONNE MORALE**

Immatriculation au RCS, numéro 337 536 742 R.C.S. Roanne  
Date d'immatriculation 19/02/1992  
Transfert du R.C.S. de Saint-Etienne en date du 26/12/1991  
Dénomination au raison sociale **LAFAY**  
Forme juridique Société par actions simplifiée  
Capital social 2 790 261,00 Euros  
Adresse du siège 31 Boulevard Charles de Gaulle 42120 Le Coteau  
Durée de la personne morale Jusqu'au 30/04/2076  
Date de clôture de l'exercice social 31 décembre

908 - 272 - 3082

**GESTION, DIRECTION, ADMINISTRATION, CONTROLE, ASSOCIES OU MEMBRES**

**Président**

Dénomination **HOLDING LAFAY**  
Forme juridique Société anonyme à directoire et conseil de surveillance  
Adresse 31 Boulevard Charles de Gaulle 42120 Le Coteau  
Immatriculation au RCS, numéro 383 445 608 RCS Roanne

**Commissaire aux comptes titulaire**

Dénomination **EXCO-FIDOGEST**  
Forme juridique Société par actions simplifiée  
Adresse 4 Place du Champ de Foire 42300 Roanne  
Immatriculation au RCS, numéro 407 180 538 RCS Roanne

**Commissaire aux comptes suppléant**

Nom, prénoms **VAURS Pierre**  
Domicile personnel ou adresse professionnelle 27 Rue des Docteurs Dumas 63300 Thiers

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS A L'ACTIVITE ET A L'ETABLISSEMENT PRINCIPAL**

Adresse de l'établissement 31 Boulevard Charles de Gaulle 42120 Le Coteau  
Activité(s) exercée(s) Achat, vente, location, réparation d'automobiles et tous véhicules, garage et concessionnaire automobiles, activités de transports publics routiers de marchandises et/ou location de véhicules industriels avec conducteur.  
Date de commencement d'activité 26/12/1991  
Origine du fonds ou de l'activité Apport  
Précédent exploitant  
Dénomination **ETABLISSEMENTS LAFAY**  
Mode d'exploitation Exploitation directe  
Fusion absorption de la société GARAGE R LEPINE (RCS 725 480 214 Villefranche Tarare) à compter du 1er Janvier 2005

**RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX AUTRES ETABLISSEMENTS DANS LE RESSORT**

Adresse de l'établissement le Gallien 42153 Riorges



CONSEIL EN ASSURANCES

**Exercice 2022**

**Du 01/01/2022 au 31/12/2022**

**RESPONSABILITE CIVILE**

**ATTESTATION**

Nous soussignés, **BESSÉ Motors** - 46 Bis rue des Hauts Pavés - 44021 NANTES cedex 01 confirmons que la Société :

**LAFAY SAS**  
31 Bd Charles de Gaulle - 42120 LE COTEAU

est assurée par notre intermédiaire

**Par police Multirisques - 16680093298** souscrite auprès de la Compagnie :  
**AXA France** 313 Terrasses de l'Arche - 92727 NANTERRE CEDEX

La garantie couvre les activités suivantes :

- Concessionnaire automobile et/ou agricole, notamment de véhicules particuliers, véhicules utilitaires, poids lourds, tracteurs agricoles, machines agricoles, engins de chantier, engins de manutention, motos et vélomoteurs
- Réparation et entretien ;
- Réparation de pneus ;
- Carrosserie, peinture ;
- Vente de pièces détachées ;
- Négocie de tous véhicules neufs ou d'occasion ;
- Centre de diagnostic de Contrôle Technique ;
- Loueurs de véhicules et/ou tout matériel entrant dans le cadre de ses activités ;
- Distribution de crédit automobile ;
- Gravage de véhicules ;

Activités complémentaires liées à l'activité de concessionnaire :

- Vente par correspondance
- Vente par internet
- Station-service
- Station de lavage

**EXCLUSION :**

**N'ENTRENT PAS DANS LE CADRE DES ACTIVITES ET SONT PAR VOIE DE CONSÉQUENCE EXCLUS DES GARANTIES DU PRESENT CONTRAT, LES DOMMAGES AYANT POUR ORIGINE TOUTE ACTIVITE AUTRE QUE CELLES DEFINIES AU PRESENT PARAGRAPHE.**

**SONT GARANTIS LES RISQUES DE RESPONSABILITÉ CIVILE :**

- Exploitation
- Après livraison
- Professionnelle

La garantie ci-dessus est acquise à l'assuré, sous réserve du paiement des primes échues et à échoir.

La présente attestation est délivrée pour valoir ce que de droit, sans préjudice de la stricte application des règles des polices d'assurances relatives notamment à la suspension des garanties pour non-paiement de primes et à la résiliation pour sinistres, et ne peut engager la Compagnie AXA FRANCE IARD, au-delà des limites des clauses et conditions de la police.

Fait à Nantes, le 21 janvier 2022

Isabelle CARADEC

02.40.41.13.77

isabelle.caradec@besse.fr

Par délégation

BESSÉ Motors

46 bis rue des Hauts Pavés

44021 Nantes cedex 01



GRSP

46 bis rue des Hauts Pavés - 44021 Nantes Cedex 01 - Tél. 02 40 41 13 77 - www.besse.fr

Accusé de réception, Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220915-15SEPTN2-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/09/2022

Affichage : 19/09/2022

**Greffé du Tribunal de Commerce de Roanne**  
Palais de Justice, 5 Bis Place Georges Clemenceau, Cs 90246  
42333 Roanne Cedex

N° de gestion 1992B00031

|                                          |                                                                                                |
|------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>Enseigne</i>                          | RENAULT MINUTE SA LAFAY                                                                        |
| <i>Activité(s) exercée(s)</i>            | Exploitation d'un Renault minute : réparation rapide, vente de pièces détachées et accessoires |
| <i>Date de commencement d'activité</i>   | 18/10/1995                                                                                     |
| <i>Origine du fonds ou de l'activité</i> | Création                                                                                       |
| <i>Mode d'exploitation</i>               | Exploitation directe                                                                           |
| <hr/>                                    |                                                                                                |
| <i>Adresse de l'établissement</i>        | 45 Rue Alfred de Musset 42300 Mably                                                            |
| <i>Activité(s) exercée(s)</i>            | Vente de tous véhicules                                                                        |
| <i>Date de commencement d'activité</i>   | 02/01/2004                                                                                     |
| <i>Origine du fonds ou de l'activité</i> | Création                                                                                       |
| <i>Mode d'exploitation</i>               | Exploitation directe                                                                           |

**IMMATRICULATIONS HORS RESSORT**

R.C.S. Lyon  
R.C.S. Villefranche-Tarare  
R.C.S. Mâcon

**OBSERVATIONS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES**

|                         |                                                                                                                                      |
|-------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| - Mention du 30/04/2007 | Inscrit au Registre des Intermédiaires en Assurance sous le numéro 07 019 110                                                        |
| - Mention du 12/10/2012 | Fermeture de l'établissement 4 Place Diderot 42300 Roanne vendu à la société MEIGNAN (RCS 329 632 137) à compter du 1er Octobre 2012 |

Le Greffier



FIN DE L'EXTRAIT



DIRECTION GENERALE DES FINANCES PUBLIQUES

## ATTESTATION DE REGULARITE FISCALE

Numéro de délivrance : 12413536

La société désignée ci-dessous :

**DENOMINATION DE LA SOCIETE :**  
SAS LAFAY

**ADRESSE DU PRINCIPAL ETABLISSEMENT :**  
31 BOULEVARD CHARLES DE GAULLE  
42120 LE COTEAU

**N° SIREN :** 337536742

est en règle au regard des obligations fiscales suivantes :

- Dépôt des déclarations de résultats et de TVA
- Paiement<sup>(1)</sup> de la TVA<sup>(2)</sup> ou de l'IS<sup>(3)</sup>

Cette société est une société fille d'un groupe :

- soumis au régime de l'intégration fiscale visée à l'article 223 A du code général des impôts (groupe IS);
- ou de consolidation du paiement de la TVA visé à l'article 1693 ter du code général des impôts (groupe TVA).

L'impôt sur les sociétés ou la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) dû sur le résultat d'ensemble du groupe IS ou du groupe TVA est versé par la société mère correspondante dont les coordonnées figurent ci-dessous :

**Dénomination de la société mère :**  
HOLDING LAFAY

**Adresse de la société mère :**  
31 Boulevard Charles de Gaulle  
42120 LE COTEAU

Dès lors, pour justifier de la régularité de sa situation fiscale, la société fille doit joindre à la présente attestation celle justifiant du paiement de l'impôt sur les sociétés ou de la TVA fournie par la société mère.

**Date de délivrance : le 28/06/2022**

Service gestionnaire :  
SERVICE IMPÔTS DES ENTREPRISES ROANNE  
EQUIPE IFU  
3 PLACE DU CHAMP DE FOIRE  
42328 ROANNE CEDEX  
TOUS LES JOURS 8H30-12H30 OU SUR RDV FERME L. APRES-MIDI  
Tél. : 0477440132  
SIE.ROANNE@DGFIP.FINANCES.GOUV.FR

<sup>(1)</sup> Y compris les pénalités y afférent éventuellement mises à sa charge.

<sup>(2)</sup> Si la société est fille d'un groupe de sociétés relevant du régime fiscal d'intégration.

<sup>(3)</sup> Si la société est fille d'un groupe de consolidation du paiement de la TVA.

MINISTÈRE DE L'ACTION  
ET DES COMPTES PUBLICS



A : service de notre protection sociale

URSSAF RHONE-ALPES  
6 rue du 19 Mars 1962  
69691 VENISSIEUX CEDEX

A VENISSIEUX, le 25/03/2022

**POUR NOUS CONTACTER**

**Courriel:** depuis votre espace urssaf.fr  
**Tel.:** 3957

**RÉFÉRENCES**

**N°SIREN** 337536742

SAS LAFAY  
31 BD CHARLES DE GAULLE  
42120 LE COTEAU

**OBJET : Attestation de fourniture des déclarations sociales et paiement des cotisations et contributions sociales.**

Page 1/3

**CADRE LÉGAL**

Article L.243-15 du code de la Sécurité sociale.

**CODE DE SÉCURITÉ**

ZUDA6MTUR3IK953

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur [urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html](http://urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html)

Madame, Monsieur,

Je vous adresse votre attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions sociales.

En votre qualité d'employeur, cette attestation vous est délivrée pour les établissements dont la liste figure au verso.

J'attire votre attention sur le fait que ce document a été établi à partir de vos déclarations. Il ne préjuge pas de l'exactitude de ces déclarations et ne vaut pas renonciation au recouvrement d'éventuelles créances.

La validité de cette attestation et le détail des informations contenues doivent être contrôlés par votre cocontractant.

Pour tout renseignement complémentaire, n'hésitez pas à prendre contact avec nos conseillers Urssaf.

Cordialement,  
Le Directeur

Frédérique MINY

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220915-15SEPTN2-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/09/2022

Affichage : 19/09/2022

**ATTESTATION DE FOURNITURE DES DÉCLARATIONS SOCIALES ET DE  
PAIEMENT DES COTISATIONS ET CONTRIBUTIONS**

Article L 243-15 du code de la Sécurité sociale

2/3

**CODE DE SÉCURITÉ**

ZUDA6MTUR3IK9S3

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur [urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html](http://urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html)

**SAS LAFAY  
31 BD CHARLES DE GAULLE  
42120 LE COTEAU**

En votre qualité d'employeur, la présente attestation de fourniture des déclarations et de paiement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations AGS, vous est délivrée :

- pour un effectif de 199 salariés,
- pour une masse salariale de 632477 euros,
- au titre du mois de février 2022,
- et au titre du (des) établissement(s) suivant(s) :

| ÉTABLISSEMENTS CONCERNÉS |                                | NUMÉRO SIRET   |
|--------------------------|--------------------------------|----------------|
| 1 RTE DU BARRAGE         | 69170 TARARE                   | 33753674200071 |
| ZI LD BERCHOUX           | 69550 AMPLEPUIS                | 33753674200089 |
| 4 AV DE CHALON SUR SAONE | 71600 PARAY LE MONIAL          | 33753674200121 |
| 93 CHE DU CORNU          | 69210 FLEURIEUX SUR L ARBRESLE | 33753674200139 |
| 274 AV GALLIENI          | 42153 RIORGES                  | 33753674200048 |
| 12 RTE DES FORGES        | 71800 LA CLAYETTE              | 33753674200147 |

**ATTESTATION DE L'UNION DE RECOURS**

La présente attestation ne préjuge pas de l'exactitude des bases sur lesquelles elle a été établie et ne vaut pas renonciation au recouvrement des éventuelles créances contestées.

Le Directeur soussigné certifie qu'au titre du (des) établissement(s) ci-dessus désigné(s), l'entreprise est à jour de ses obligations en matière de cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage, de cotisations AGS\*, et d'obligation d'emploi des travailleurs handicapés\*\* à la date du 28/02/2022.

Fait à : VENISSIEUX  
le : 25/03/2022

Le Directeur  
ou son délégué

Frédérique MINY

\* Cette attestation concerne les contributions d'assurance chômage et cotisations AGS dues au titre des rémunérations versées à compter du 1er janvier 2011. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de Pôle Emploi.

\*\* Cette attestation concerne les contributions liées à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés dues au titre des périodes d'emploi à compter du 1er janvier 2020 lorsque votre entreprise y est assujettie. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de l'Agefiph.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220915-15SEPTN2-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/09/2022

Affichage : 19/09/2022

# ATTESTATION DE FOURNITURE DES DÉCLARATIONS SOCIALES ET DE PAIEMENT DES COTISATIONS ET CONTRIBUTIONS

Article L243-15 du code de la Sécurité sociale

3/3

## CODE DE SÉCURITÉ

ZUDA6MTUR3IK9S3

La vérification de l'authenticité et de la validité de ce document s'effectue sur [urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html](http://urssaf.fr/portail/home/utile-et-pratique/verification-attestation.html)

**SAS LAFAY**  
**31 BD CHARLES DE GAULLE**  
**42120 LE COTEAU**

En votre qualité d'employeur, la présente attestation de fourniture des déclarations et de paiement des cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage et de cotisations AGS, vous est délivrée :

- pour un effectif de 199 salariés,
- pour une masse salariale de 632477 euros,
- au titre du mois de février 2022,
- et au titre du (des) établissement(s) suivant(s) :

| ÉTABLISSEMENTS CONCERNÉS |                 | NUMÉRO SIRET   |
|--------------------------|-----------------|----------------|
| ZI LA GAITE              | 69550 AMLEPUIS  | 33753674200063 |
| 45 RUE ALFRED DE MUSSET  | 42300 MABLY     | 33753674200055 |
| 31 BD CHARLES DE GAULLE  | 42120 LE COTEAU | 33753674200022 |
| 31 RUE 8 MAI             | 71130 GUEUGNON  | 33753674200154 |

## ATTESTATION DE L'UNION DE RECouvreMENT

La présente attestation ne préjuge pas de l'exactitude des bases sur lesquelles elle a été établie et ne vaut pas renonciation au recouvrement des éventuelles créances contestées.

Le Directeur soussigné certifie qu'au titre du (des) établissement(s) ci-dessus désigné(s), l'entreprise est à jour de ses obligations en matière de cotisations de Sécurité sociale et d'allocations familiales, de contributions d'assurance chômage, de cotisations AGS\*, et d'obligation d'emploi des travailleurs handicapés\*\* à la date du 28/02/2022.

Fait à : VENISSIEUX  
le : 25/03/2022

Le Directeur  
ou son délégué

Frédérique MINY

\* Cette attestation concerne les contributions d'assurance chômage et cotisations AGS dues au titre des rémunérations versées à compter du 1er janvier 2011. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de Pôle Emploi.

\*\* Cette attestation concerne les contributions liées à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés dues au titre des périodes d'emploi à compter du 1er janvier 2020 lorsque votre entreprise y est assujettie. Pour les périodes antérieures à cette date, il convient de se rapprocher de l'Agefiph.

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220915-15SEPTN2-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/09/2022

Affichage : 19/09/2022



## Synthèse de votre simulation DOETH

### Le conseil de l'Agefiph

D'après les éléments renseignés :

Votre taux d'emploi de personnes handicapées est estimé à 3,02 %. Selon les nouvelles modalités de calcul, le montant de votre contribution est de 20 493,49 €.

En prenant en compte les mesures transitoires existantes jusqu'en 2024, la contribution que vous aurez à verser en 2021 sera de 16 628,08 €.

Notre conseil :

Agissez dès maintenant. A titre d'exemple(s) :

- Le recrutement d'une personne handicapée supplémentaire à temps plein vous permettrait de réduire le montant de votre contribution de 4 192 €.
- La présence dans l'entreprise d'un intérimaire handicapé durant 3 mois vous permettrait de réduire votre contribution de 1 048 € (selon le taux d'emploi)
- La réalisation d'achats auprès d'Entreprises Adaptées (EA), d'Etablissements et Services d'Aide par le Travail (ESAT), de Travailleurs Indépendants Handicapés (TIH) ou d'entreprises de portage salarial vous permettrait de réduire le montant de votre contribution.

Contactez un conseiller Agefiph et bénéficiez de conseils personnalisés pour développer vos actions en faveur de l'emploi des personnes handicapées.

## COTISATIONS POUR LA PERIODE DE AVRIL 2022 A ECHEANCE DU 05/05/2022

## Références du compte

SAS LAFAY  
31 BD CHARLES DE GAULLE  
42120 LE COTEAU  
N° de Siret : 33753874200022  
N° interne : 827000002171774764

## Urssaf

URSSAF RHONE ALPES  
6 RUE DU DIX NEUF MARS 1962  
69200 VENISSIEUX

## Codes types de personnel

| CODÉS ET CATEGORIES DE SALAIRES                               | EFFECTIFS | SALAIRES<br>ARRONDIS | TAUX % | COTISATIONS<br>ARRONDIS |
|---------------------------------------------------------------|-----------|----------------------|--------|-------------------------|
| 003P REDUCTION SALARIALE HEURES SUP - MONTANT DE LA REDUCTION |           | 978                  | 100.00 | -978                    |
| 012D FORFAIT SOCIAL TAUX 20 % - BASE DEPLAFONNEE              | 0         | 274 944              | 20.00  | 54 989                  |
| 027D CONTRIB. ORG. SYNDIC.                                    | 0         | 411 415              | 0.016  | 66                      |
| 100A RG CAS GENERAL - ACCIDENT DU TRAVAIL                     |           | 408 287              | 4.15   | 16 944                  |
| 100D RG CAS GENERAL - BASE DEPLAFONNEE                        |           | 408 287              | 13.05  | 53 281                  |
| 100P RG CAS GENERAL - BASE PLAFONNEE                          |           | 302 224              | 15.45  | 46 694                  |
| 236D FNAL TOTALITE - BASE DEPLAFONNEE                         | 0         | 408 287              | 0.50   | 2 041                   |
| 260D CSG CRDS REGIME GENERAL - BASE DEPLAFONNEE               | 0         | 674 444              | 9.70   | 65 421                  |
| 423D CONTRIB ASSURANCE CHOMAGE APPREN 87 - BASE DEPLAFONNEE   | 0         | 3 128                | 4.05   | 127                     |
| 430D COMPLEMENT COTISATION AF - BASE DEPLAFONNEE              | 0         | 113 336              | 1.80   | 2 040                   |
| 479D FORFAIT SOCIAL 8% - BASE DEPLAFONNEE                     | 0         | 7 472                | 8.00   | 598                     |
| 635D COMPLEMENT COTISATION MALADIE - BASE DEPLAFONNEE         | 0         | 182 481              | 6.00   | 10 949                  |
| 668P REDUCTION GENERALE ETENDUE - BASE PLAFONNEE              |           | 16 775               | 100.00 | -16 775                 |
| 726A APPRENTIS SECT PRIVE INF SEUIL - ACCIDENT DU TRAVAIL     |           | 3 128                | 4.15   | 130                     |
| 726D APPRENTIS SECT PRIVE INF SEUIL - BASE DEPLAFONNEE        |           | 3 128                | 12.65  | 396                     |
| 726P APPRENTIS SECT PRIVE INF SEUIL - BASE PLAFONNEE          |           | 3 128                | 8.55   | 267                     |
| 772D CONTRIBUTIONS ASSURANCE CHOMAGE - BASE DEPLAFONNEE       | 0         | 381 809              | 4.05   | 14 653                  |
| 900T VERSEMENT MOBILITE - TRANSPORT<br>(42071 LE COTEAU)      |           | 408 287              | 0.90   | 3 675                   |
| 937D COTISATIONS AGS CAS GENERAL - BASE DEPLAFONNEE           | 0         | 381 809              | 0.15   | 543                     |
| 971D CFP ENTREPRISE >= 11 SALAIRES - BASE DEPLAFONNEE         | 0         | 411 415              | 1.00   | 4 114                   |
| 987D CONTRIBUTION CPF CDD - BASE DEPLAFONNEE                  | 0         | 2 100                | 1.00   | 21                      |
| 992D TA PRINCIPALE HORS ALSACE MOSELLE - BASE DEPLAFONNEE     | 0         | 411 415              | 0.59   | 2 427                   |
| 730D DOETH - CONTRIBUTION ANNUELLE - BASE DEPLAFONNEE         |           | 15 628               | 100.00 | 15 628                  |

Salaires versés le : 30/04/2022

Effectif au premier jour de la période : 125

Effectif rémunéré pour la période : 125

|                       |         |
|-----------------------|---------|
| Total des cotisations | 277 253 |
| à déduire             | 0       |
| à payer               | 277 253 |

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220915-15SEPTN2-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/09/2022

Affichage : 19/09/2022



**RENAULT**  
La vie, avec passion

## ANNEXE 1

### DECLARATIONS, ATTESTATION SUR L'HONNEUR

Je soussigné, Pascal MEIGNAN, Président, de la SAS LAFAY sise 31, Boulevard Charles de Gaulle 42120 LE COTEAU déclare sur l'honneur :

- Ne pas faire l'objet d'aucune exclusion de la participation à la passation des contrats de concession prévue aux articles 39 et 42 de l'ordonnance n°2016.65 du 29 janvier 2016
- Que les renseignements et documents relatifs à nos capacités et aptitudes exigés en application de l'article 45 de l'ordonnance n°2016-65 du 29 janvier 2016, sont exacts.

Fait à Le Coteau,  
Le 28 Juin 2022

**Mr MEIGNAN Pascal**  
**Président**

CONCESSIONNAIRE  
LAFAY S.A.S  
31 boulevard Charles de Gaulle  
42120 Le Coteau

Tél : +33 (0)4 77 44 47 00  
Fax : +33 (0)4 77 44 47 13  
www.renault-lafay-roanne.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220915-15SEPTN2-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/09/2022

Affichage : 19/09/2022

**LAFAY**  
**Concessionnaire RENAULT**  
31, Bd Charles de Gaulle - 42120 LE COTEAU  
Tél. 04 77 44 47 00 (0895 10 00 00)  
Fax 04 77 44 47 13  
SAS au capital de 2 750 251 € - R.C. Roanne 337 636 742

## ANNEXE 2

### CHIFFRE D'AFFAIRES REALISE AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES PAR LA SAS LAFAY

|                      |                     |
|----------------------|---------------------|
| <u>Exercice 2019</u> | 97 145 842,00 Euros |
| <u>Exercice 2020</u> | 88 625 734.00 Euros |
| <u>Exercice 2021</u> | 95 711 474.00 Euros |

Le Coteau,  
Le 28 Juin 2022

**Mr MEIGNAN Pascal**  
**Président**

**CONCESSIONNAIRE**

LAFAY S A S  
51 boulevard Charles de Gaulle  
42120 Le Coteau

Tél : +33 (0)4 77 44 47 00  
Fax : +33 (0)4 77 44 47 13  
[www.renault-lafay-roanne.fr](http://www.renault-lafay-roanne.fr)

SAS au capital de 2 790 261 €  
Administration, vente, réparation, location, service, pièces - Pièces  
Accessoires

042-214201873-20220915-15SEPTN2-DE  
VALEUR 20 214 201 873,74 € - RC Roanne B 337 536 742

Siret 421201873  
APE 4511Z

Reception par le préfet : 19/09/2022

Affichage : 19/09/2022

**LAFAY**  
Concessionnaire Renault  
31, Bd Charles de Gaulle 42120 LE COTEAU  
Tél. 04 77 44 47 00 (liens groupés)  
Fax 04 77 44 47 13  
SAS au capital de 2 790 261 € - RC Roanne B 337 536 742

## ANNEXE 3

### DECLARATION DU CANDIDAT, REFERENCES, MOYENS

- Identification du Candidat :

SAS LAFAY  
Concessionnaire Renault - Dacia  
31 Boulevard Charles de Gaulle  
42120 LE COTEAU

Téléphone : 04.77.44.47.00  
Fax : 04.77.44.47.13

- Personne ayant pouvoir d'engager la société :

Pascal MEIGNAN  
Président de la SAS LAFAY

- Renseignements relatifs aux moyens :

Nous employons sur 9 sites, 216 personnes.  
Nos postes de remorquages, de dépannage répondent à la demande 24 Heures sur 24 et 7 jours sur 7.  
Notre outillage est moderne et contrôlé par des organismes spécialisés.

**Nous disposons de :**

**Trois camions** pouvant charger et tracter chacun deux véhicules, ils répondent tous au Cahier des Charges.  
Ces camions sont équipés du matériel nécessaire aux dépannages, remorquages, enlèvements. Ils sont également équipés de deux paires de chariots réglables pour le déplacement des véhicules à l'intérieur des parkings souterrains.

**D'un véhicule 4 x 4** équipé d'une remorque pour l'enlèvement des véhicules,

Tous ces véhicules peuvent être mis simultanément en service lors de manifestations telles que foires, course etc...

Tous ces véhicules sont basés à LE COTEAU, sur le parc de la Concession, 31 Bld Charles de Gaulle.

CONCESSIONNAIRE  
LAFAY S.A.S  
31 boulevard Charles de Gaulle  
42120 Le Coteau

04 77 44 47 00  
04 77 44 47 13  
www.renault-lafay-roanne.fr

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220915-15SEPTN2-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/09/2022

Affichage : 19/09/2022

**D'un parc clôturé et gardé,**

**D'un local fermé, couvert, sécurisé pour toutes réquisitions judiciaires, gendarmerie ou autres.**

**D'un personnel formé, 6 chauffeurs, qui assurent 24H sur 24, 7 Jours sur 7, la permanence dépannage, remorquage.**

**En tant que vendeurs de véhicules électriques, nous sommes habilités à dépanner ces véhicules et notre personnel dispose du matériel spécifique à ce dépannage : Gants, protections et formations.**

- Références de la SAS LAFAY Concessionnaire RENAULT – DACIA :

Vente de véhicules neufs ou d'occasions, particuliers ou utilitaires,

Vente de véhicules aux particuliers, aux entreprises mais aussi au Grand Roanne, Syndicat mixte des Eaux, Mairies de Le Coteau, Villerest, Thizy, Mably etc...  
Associations, Adapei, Maisons d'enfants, Centre Hospitalier....

Réparations automobiles, vente de pièces détachées, carrosserie – peinture, location de véhicules.

Dépannage, Remorquage,

Agréé pour exercer les fonctions de gardien de fourrière, assurons depuis 2001 ces fonctions dans les communes de Roanne, Le Coteau, Riorges, Villerest, Régný, Amplepuis, Thizy les bourgs, Cours la Ville et Tarare.

Le Coteau,  
Le 28 Juin 2022

**Mr MEIGNAN Pascal**  
**Président**

CONCESSIONNAIRE  
LAFAY S A S  
31 boulevard Charles de Gaulle  
42120 Le Coteau

Tél : +33 (0)4 77 44 47 00  
Fax : +33 (0)4 77 44 47 13  
[www.renault-lafay-roanne.fr](http://www.renault-lafay-roanne.fr)

SAS au capital de 2 790 261 euros  
Adm. : 31, Bd Charles de Gaulle - 42120 LE COTEAU  
Ass. : 31, Bd Charles de Gaulle - 42120 LE COTEAU  
SAS au capital de 2 790 261 euros

Accusé de réception  
042-214201873-20220915-15SEPTN2-DE  
Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/09/2022  
Affichage : 19/09/2022

**LAFAY**  
Concessionnaire RENAULT  
31, Bd Charles de Gaulle - 42120 LE COTEAU  
Tél. 04 77 44 47 00 (lignes groupées)  
Fax 04 77 44 47 13  
SAS au capital de 2 790 261 € - R.C. Roanne 337 536 742

## ANNEXE 4

### LISTE TRAVAILLEURS ETRANGER

Voici la liste des travailleurs étrangers :

| prénom          | nom      | date<br>embauche | nationalité | type<br>d'autorisation | Numéro de<br>l'autorisation |
|-----------------|----------|------------------|-------------|------------------------|-----------------------------|
| SASSI           | RHOMDHAN | 20/02/2020       | TUNISIEN    | TITRE DE<br>SEJOUR     | 2PVP74KHG                   |
| YUNUS           | GULSEN   | 26/03/2018       | TURQUE      | TITRE DE<br>SEJOUR     | H1ST31S7P                   |
| JEAN<br>PATRICK | SOPRAEN  | 25/09/2019       | MALGACHE    | TITRE DE<br>SEJOUR     | 2OQ4XNTUM                   |
| HAITHAM         | BRAHIM   | 01/03/2022       | TUNISIEN    | TITRE DE<br>SEJOUR     | 1HJEZPQ3D                   |

Le Coteau,  
Le 28 Juin 2022

**Mr MEIGNAN Pascal**  
**Président**

**LAFAY**  
Concessionnaire RENAULT  
31. Bd Charles de Gaulle - 42120 LE COTEAU  
Tél. 04 77 44 47 00 (lignes groupées)  
Fax 04 77 44 47 13  
SAS au capital de 2 750 281 € - R.C. Roanne 337 536 742

Accusé de réception - Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220915-15SEPTN2-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/09/2022

Affichage : 19/09/2022

**Démocratie locale - Vie des Quartiers**  
**Police Municipale**

Réf. :

Le 3 juillet 2022

Rapport à l'attention de Monsieur le Président  
de la Commission Consultative des Services Publics Locaux  
Sous couvert de Monsieur le Directeur Général des Services

**Objet : Rapport d'analyse des offres pour la Délégation de Service Public de la fourrière automobile**

**I – Présentation générale**

Lors de la séance du 9 juin 2022, le Conseil Municipal a approuvé le principe du recours à la Délégation de Service Public pour l'exploitation et la gestion de la fourrière automobile, dans le cadre de la poursuite de ce service public municipal.

La durée du contrat de concession est conclue pour une durée de cinq (5) ans prenant effet à compter du 13 octobre 2022.

La délégation de ce service a également reçu un avis favorable de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) et du Comité Technique Paritaire (CTP).

A cet effet, un avis d'appel public à la concurrence a été publié le 10 juin 2022 sur le site internet de la Ville de Roanne et sur le Journal d'Annonces Légales L'ESSOR. Les plis étaient à remettre pour le 1<sup>er</sup> juillet 2022 à 12h00.

Une (1) proposition est parvenue dans les délais.

La SAS LAFAY : Concessionnaire automobile – 31 Bld Charles de Gaulle 42120 LE COTEAU.

Aucune proposition n'est parvenue hors délai.

**II – Analyse des propositions du candidat**

**1. Analyse de la candidature**

Le candidat a remis :

- La déclaration sur l'honneur justifiant que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner et notamment qu'il satisfait aux obligations concernant l'emploi des travailleurs handicapés définies aux articles L.5212-1 à L.5212-11 du code du travail
- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les prestations objet du contrat de concession, réalisées au cours des trois derniers exercices disponibles
- Attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle en cours de validité
- Le certificat de qualification professionnelle : agrément préfectoral prévu à l'article R 325-4 du code de la route

Accusé de réception par le Ministère de l'Intérieur

042-214201873-20220915-15SEPTN2-DE

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 19/09/2022

Affichage : 19/09/2022



- La déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années
- La liste des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire. Elles sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration du candidat
- La déclaration indiquant l'outillage, le matériel et l'équipement technique dont le candidat dispose pour la réalisation du contrat
- Tout élément permettant de juger l'aptitude du candidat à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

Après analyse de la candidature, il est proposé à la Commission de Délégation de Service Public d'admettre la candidature de l'entreprise SAS LAFAY 31 Bd Charles de Gaulle 42120 LE COTEAU.

## 2. Analyse de l'offre

### A) Sur le plan technique

Le candidat dispose :

- De trois camions pouvant tracter chacun deux véhicules : ces camions sont tous équipés de chariots.
- D'un véhicule 4X4 équipé d'une remorque.
- D'un parc clôturé et gardé.
- D'un personnel formé, de 6 chauffeurs pouvant être mobilisés 24 h sur 24, 7 jours sur 7.
- D'un personnel habilité à déplacer et dépanner des véhicules électriques.

L'ensemble de ces moyens peut être mobilisés simultanément lors d'un évènement ou d'une manifestation exceptionnelle.

Les propositions du candidat au regard des critères énoncés dans l'avis d'appel à la concurrence, sont conformes aux prescriptions énoncées dans le cahier des charges relatif à l'enlèvement, la mise en fourrière, l'aliénation ou destruction des véhicules terrestres.

### B) Sur le plan financier

- Le candidat propose une méthodologie chiffrée d'enlèvement pour les véhicules de plus de 3,5 tonnes, compte tenu des situations spécifiques pouvant être rencontrées (véhicule endommagé, véhicule devant être déchargé, levage nécessaire, etc...). Le montant forfaitaire est de 1200€ TTC contre 1000€ en 2017
- Le candidat propose également de facturer forfaitairement l'enlèvement des véhicules dont le propriétaire est inconnu, introuvable ou insolvable (84€ TTC contre 54€ en 2017)
- Le candidat propose la prise en charge des frais journaliers garde des véhicules dont le propriétaire est inconnu, introuvable ou insolvable à compter du 91<sup>ème</sup> jour de garde 7€ (ces véhicules sont généralement détruits dans ces délais).

On peut noter que les propositions de prix concernant les translations (+12,65%) sont cohérentes par rapport à l'ancien contrat et conforme à la réglementation.

Celle concernant les véhicules enlevés et voués à la destruction sont en augmentation de 54.56%. Selon le garage Lafay, cette évolution tarifaire fait suite à la réactualisation des prix au plus juste pour ces prestations réalisées sans évolution tarifaire depuis 2012 (le traitement informatisé des fourrières supprimant les prestations d'expertise permettra d'amortir des évolutions de coûts).

Cette augmentation sera répercutée dans la grille des tarifs 2023 correspondant au recouvrement des frais auprès des titulaires du certificat d'immatriculation.

### **III – Conclusion**

Le traité de concession annexé au présent rapport contractualise l'ensemble des propositions du candidat qui garantissent la continuité du service public de la fourrière automobile dans les conditions techniques et financières préservant les intérêts de la collectivité.

En conséquence, il est proposé à la Commission de Délégation de Service Public d'émettre un avis favorable pour retenir l'entreprise LAFAY SAS 31 Bd Charles de Gaulle 42120 LE COTEAU comme délégataire de Service Public de la fourrière automobile.

Le Directeur de la Police  
Municipale



Patrice PEPIN

**DELEGATION DE SERVICE PUBLIC DE LA FOURRIERE  
AUTOMOBILE DE LA VILLE DE ROANNE**

**ECONOMIE GENERALE DU CONTRAT**

La Délégation de Service Public ne concerne que les activités matérielles de fourrière automobile, la Ville de Roanne conservant ses missions de police.

Le délégataire doit assurer l'enlèvement, au besoin sous délai, le transport, le gardiennage et la restitution des véhicules ou leur destruction ou leur aliénation, à la demande de la Ville de Roanne.

Le délégataire est soumis, notamment, à une obligation de continuité.

Sont concernés tous types de véhicules (autos, motos, poids-lourds,...) situés sur le territoire de la Ville de Roanne et en infraction du regard des dispositions du Code de la Route ou sur décision de justice.

Le délégataire doit intervenir 24H/24, 7 jours sur 7, en tout lieu, y compris dans les parkings souterrains.

Le délégataire doit accueillir le public du lundi au vendredi de 8H à 12H et de 14H à 18H et le samedi de 8H à 12H et, au besoin, à toute heure, en cas d'urgence.

Le délégataire doit disposer de moyens matériels et humains suffisants, notamment lors d'évènements culturels, sportifs,... nécessitant l'enlèvement potentiel de nombreux véhicules. En ce sens il doit disposer d'un parc de stationnement gardienné de taille suffisante.

La durée de la délégation est de cinq ans, à compter du 13 octobre 2022.

Le délégataire est rémunéré par les usagers à titre principal, sur la base des tarifs fixés au plan national par arrêté interministériel.

Il n'est pas prévu de participation de la Ville de Roanne à l'équilibre financier du contrat ni, à l'inverse, de versement d'une contrepartie financière de la part du délégataire. Il s'agit d'une délégation aux risques et péril.

A titre indicatif, il y a en moyenne 500 véhicules mis en fourrière chaque année sur le territoire de la Ville de Roanne.

**COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC**  
**Jeudi 7 juillet 2022**

**PV EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES**

|                                  |                                                                    |
|----------------------------------|--------------------------------------------------------------------|
| <i>Service :</i>                 | <b>Pôle Démocratie Locale – Police municipale</b>                  |
| <i>Nature de la prestation :</i> | <b>DELEGATION DU SERVICE PUBLIC DE LA FOURRIERE<br/>AUTOMOBILE</b> |
| <i>Date Limite de Réception</i>  | <b>1<sup>er</sup> Juillet 2022 à 12 H</b>                          |

La procédure relève des contrats de concession définis à l'article L.1120-1 et L.1121-3 du Code de la Commande Publique, soumise aux dispositions de l'article L.3100-1 du même Code et conformément aux articles L.1411-1 et suivants et R.1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales.

## COMPOSITION DE LA COMMISSION

| <b>LA PRESIDENTE DE LA COMMISSION DE DELEGATION DE SERVICE PUBLIC</b>           |                               |                            |
|---------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|----------------------------|
| <i>Prénom - Nom</i>                                                             | <i>Qualité</i>                | <i>Présent/Absent</i>      |
| Mme Maryvonne LOUGHRAIEB                                                        | Présidente                    | Présent/ <del>Absent</del> |
| <b>MEMBRES DE LA COMMISSION DE DELEGATIONS DE SERVICE PUBLIC</b>                |                               |                            |
| <i>Prénom - Nom</i>                                                             | <i>Qualité</i>                | <i>Présent/Absent</i>      |
| M. Christian DORANGE                                                            | Conseiller Municipal          | Présent/ <del>Absent</del> |
| M. Edmond BOURGEON                                                              | Adjoint                       | <del>Présent</del> /Absent |
| M. Lucien Murzi                                                                 | Adjoint                       | <del>Présent</del> /Absent |
| Mme Sabine VERMOREL                                                             | Conseillère Municipale        | Présent/ <del>Absent</del> |
| M. Bernard GERBOT                                                               | Conseiller Municipal          | Présent/ <del>Absent</del> |
| M. Pascal LASSAIGNE                                                             | Adjoint                       | Présent/ <del>Absent</del> |
| M. Alexandre GRANGE                                                             | Conseiller Municipal          | <del>Présent</del> /Absent |
| M. Mahdi NOUIBAT                                                                | Conseiller Municipal          | <del>Présent</del> /Absent |
| Mme Virginie BERNIER                                                            | Conseillère Municipale        | <del>Présent</del> /Absent |
| M. Franck BEYSSON                                                               | Conseiller Municipal          | <del>Présent</del> /Absent |
| <b>MEMBRES DE LA COMMISSION A VOIX CONSULTATIVE</b>                             |                               |                            |
| <i>Prénom - Nom</i>                                                             | <i>Qualité</i>                | <i>Présent/Absent</i>      |
| M. Thierry ALEXANDRE                                                            | Trésorier-Principal Municipal | <del>Présent</del> /Absent |
| Représentant de la Direction Départementale pour la Protection de la Population |                               | <del>Présent</del> /Absent |

## PROCÈS VERBAL

### Admission des candidatures

La Commission de Délégation de Service Public ouvre le pli contenant la candidature et l'offre.

Le registre des dépôts faisait mention de la réception de : **1** candidature relative à la présente délégation du service public (DSP)

| <i>Numéro<br/>d'ordre<br/>d'arrivée</i>       | <i>Entreprise / Groupement<br/>Adresse<br/>Code Postal / Ville</i>           | <i>Observations éventuelles</i> |
|-----------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------|
| <b>1</b><br><b>30/06/2022</b><br><b>14h48</b> | <b>LAFAY SAS</b><br><b>31 Bd Charles de Gaulle</b><br><b>42120 LE COTEAU</b> |                                 |

| Entreprise /<br>Groupement<br>Code Postal<br>Ville | Situation<br>juridique                                          | Capacité économique<br>et financière |                          | Références professionnelles et capacités techniques |           |                          |                                                                     |                                                          | Décision | Observations |
|----------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------|--------------------------------------|--------------------------|-----------------------------------------------------|-----------|--------------------------|---------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------|----------|--------------|
|                                                    |                                                                 | Chiffre<br>d'Affaires                | Attestation<br>assurance | Agrément<br>préfectoral                             | Effectifs | Liste des<br>prestations | Déclaration<br>outillage,<br>matériel et<br>équipement<br>technique | Respect de<br>l'emploi des<br>travailleurs<br>handicapés |          |              |
| 1<br>30/06/2022<br>14h48                           | Déclaration<br>sur<br>l'honneur<br>dûment<br>datée et<br>signée | ϕ                                    | ϕ                        | ϕ                                                   | ϕ         | ϕ                        | ϕ                                                                   | ϕ                                                        |          |              |

Après examen et vérification des pièces de la candidature, la Commission de Délégation de Service Public, décide :

☒ D'admettre le candidat cité ci-dessus à proposer une offre, présentant des garanties professionnelles et financières suffisantes, respectant l'obligation d'emplois des travailleurs handicapés – Article L. 5212-1 à L. 5212-4 du Code du Travail et possédant une aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public.

☐ De déclarer la candidature non conforme

## PROCES VERBAL – OFFRE DU CANDIDAT

Le traité de concession annexé au présent rapport contractualise l'ensemble des propositions du candidat qui garantissent la continuité du service public de la fourrière automobile dans les conditions techniques et financières préservant les intérêts de la collectivité.

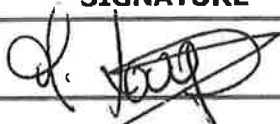
Après examen, la Commission de Délégations de Service Public, décide :

☒ D'émettre un avis favorable pour retenir l'entreprise LAFAY SAS 31 Bd Charles de Gaulle 42120 LE COTEAU comme délégataire

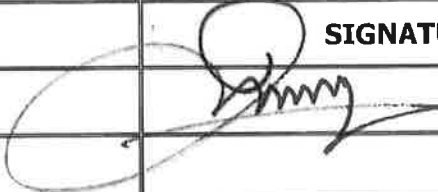
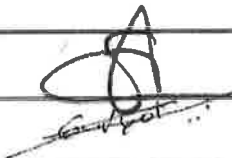

☐ De ne pas émettre un avis favorable



## SIGNATURES

| La Présidente,           | SIGNATURE                                                                          |
|--------------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| Mme Maryvonne LOUGHRAIEB |  |

### Les Membres de la Commission De Délégation de Service Public,

| Membres titulaires   | SIGNATURE                                                                          |
|----------------------|------------------------------------------------------------------------------------|
| M. Christian DORANGE |  |
| M. Edmond BOURGEON   |                                                                                    |
| M. Lucien Murzi      |                                                                                    |
| Mme Sabine VERMOREL  |  |
| M. Bernard GERBOT    |                                                                                    |
|                      |                                                                                    |
| Membres suppléants   | SIGNATURE                                                                          |
| M. Pascal LASSAIGNE  |  |
| M. Alexandre GRANGE  |                                                                                    |
| M. Mahdi NOUIBAT     |                                                                                    |
| Mme Virginie BERNIER |                                                                                    |
| M. Franck BEYSSON    |                                                                                    |

**Le Représentant  
de la Direction Départementale  
de la Concurrence, Consommation  
et Répression des Fraudes,**

**Le Trésorier Principal Municipal,**